



« La sécurité avant le profit ! » – À Karachi, des syndicalistes manifestent pour des conditions de travail plus sûres.

Photo : NTUF

Pakistan

Abolir l'exploitation – soutenir les travailleurs et les travailleuses

La population pakistanaise se débat dans une profonde crise économique. Appliquant un sévère programme d'austérité lié à un crédit du Fonds monétaire international (FMI), le gouvernement a dévalué la monnaie et supprimé les subventions pour l'électricité, le gaz et la nourriture. Cela a fait exploser les prix de biens essentiels, alors que les salaires n'ont pas augmenté.

« Certains produits alimentaires de base, les médicaments et même l'éducation sont désormais hors de portée des ménages ordinaires. » Voilà ce que nous écrit notre organisation partenaire orientée à gauche, la National Trade Union Federation (NTUF).

La crise du Covid-19 n'a fait qu'aggraver la situation, touchant surtout le secteur textile, axé sur l'exportation. Des millions de personnes ont perdu leur emploi d'un jour à l'autre, les salaires sont payés avec retard, voire pas du tout, et des travailleur-euse-s se font régulièrement licencier sous de faux prétextes. La NTUF estime que 17 millions de personnes ont perdu totalement ou partiellement leur travail depuis la signature de l'accord avec le FMI en 2019 et le début de la crise engendrée par la pandémie. Actuellement, environ 60 % de la population pakistanaise vit sous le seuil de pauvreté. Les conflits du travail – dus surtout au non-paiement des salaires et aux licenciements illé-

gaux – se sont multipliés. Les travailleur-euse-s se voient dénier le droit de se syndiquer et de mener des négociations collectives.

Ces derniers temps, les manifestations et les grèves se sont intensifiées, mais la plupart des travailleur-euse-s ne connaissent pas leurs droits. Ils n'ont pas non plus les moyens de faire appel à des représentants légaux pour attaquer des pratiques abusives en justice. La NTUF a donc entrepris de former des syndicalistes pour leur apprendre à rédiger des plaintes et à défendre la cause des travailleur-euse-s devant les tribunaux. Elle publie les lois sur le travail en langues locales et les explique de manière simple, pour que les travailleurs et les travailleuses comprennent leurs droits. Vu la hausse des conflits du travail, il est d'autant plus crucial d'accroître leur autonomie et leur force, et de les aider à faire valoir leurs droits. Le SOLIFONDS soutient la NTUF dans cet effort.

**Merci de tout coeur
pour votre soutien !**

Malaisie : les nettoyeur·euse·s des hôpitaux s'organisent en syndicats

Ensemble contre la répression

En Malaisie, environ 50 000 personnes travaillent à nettoyer les hôpitaux publics. La plupart sont des femmes, souvent des mères seules, qui doivent subvenir aux besoins de leur famille avec un revenu modeste (1100 ringgits, soit un peu plus de 220 francs). Depuis que les hôpitaux publics ont confié le travail de nettoyage et d'entretien à des entreprises externes, cette main-d'œuvre est employée à titre temporaire par des sous-traitants. Il n'y a plus d'augmentation de salaire. Les nettoyeur·euse·s doivent en outre souvent

travailler sans protection et s'exposent ainsi à des maladies très contagieuses, comme la tuberculose ou, désormais, le coronavirus.

Or les travailleur·euse·s refusent de voir leurs conditions de travail se dégrader. Ils ont fondé le syndicat NUWHSAS et, avec l'appui du SOLIFONDS, ils ont mené en 2019 une campagne de recrutement dans le nord du pays. Le NUWHSAS est ainsi parvenu à doubler ses effectifs, malgré un climat très hostile aux syndicats. Il n'est pas rare en effet que des travailleur·euse·s fassent

l'objet d'intimidations et de menaces pour qu'ils ne rejoignent pas le syndicat. «Au début, j'avais très peur de perdre ma place, raconte une syndicaliste. Mais j'ai vu que le syndicat peut nous aider.» Grâce à la force acquise, le syndicat a pu négocier la première convention collective de travail (CCT) avec le principal sous-traitant du nord du pays.

En 2020, ce sous-traitant a cependant été remplacé. C'est là une méthode habituelle pour conclure de nouveaux contrats, le plus souvent moins favorables, avec les travailleur·euse·s. L'arrivée de la nouvelle entreprise a marqué le début d'une nouvelle série d'attaques contre le syndicat. Le nouveau sous-traitant a refusé de reconnaître la CCT et n'a pas renouvelé les contrats de six syndicalistes. De plus, des travailleurs et travailleuses ont été menacés afin qu'ils n'adhèrent pas au syndicat.

S'unir pour lutter

Le syndicat a décidé de renforcer sa campagne de recrutement afin de s'opposer aux agissements du nouveau sous-traitant. Son but est d'attirer de nouveaux membres dans les régions densément peuplées et de former des militant·e·s aptes à diriger le syndicat. Voici comment une syndicaliste explique son engagement : «Si je m'engage dans le syndicat, ce n'est pas seulement pour moi. Je le fais aussi pour les femmes qui sont dans la même situation que moi. Je m'engage pour elles.» Faisons preuve de solidarité pour soutenir celle de ces militantes !



Militantes syndicales en réunion de travail (2019).

Photo : NUWHSAS

Inde : le gouvernement surveille les gens qui le critiquent, les criminalise et les assassine à petit feu

La syndicaliste et avocate indienne Sudha Bharadwaj, que le SOLIFONDS connaît depuis longtemps, croupit depuis plus de trois ans en prison. Sans preuve et en l'absence de toute procédure ! Nous avons appris récemment que son téléphone et celui d'au moins sept de ses co-accusé·e·s ont été surveillés à l'aide du logiciel espion Pegasus, tout comme les téléphones portables de ses avocat·e·s, de ses proches et d'autres activistes. Sudha Bharadwaj et quinze autres intellectuel·le·s, auteur·e·s et artistes sont accusés d'avoir fomenté des incidents violents à Bhima Koregaon et d'avoir comploté contre le gouvernement. Les «preuves» avancées sont des documents fabriqués de toutes pièces introduits frauduleusement dans les ordinateurs des accusé·e·s. Les seize personnes en question avaient élevé la voix pour défendre les droits des intouchables (*dalits*), des autochtones (*adivasis*), des femmes et des travailleur·euse·s informels et pour critiquer la politique du gouvernement nationaliste hindou. Il est évident que ce sont ces critiques qui leur valent tant de répression. Comme leur inculpation se fonde sur la loi antiterroriste UAPA, il leur est pratiquement impossible d'obtenir une libération sous caution. Même une infection par le Covid-19, d'autres maladies ou le grand âge n'ont pas suffi à les faire libérer. Stan Swamy, un père jésuite de 84 ans dont la santé n'avait cessé de se dégrader depuis son arrestation en octobre 2020, est mort en prison le 5 juillet dernier. «Le lent assassinat du père Stan Swamy reflète la mise à mort, relativement rapide, de la démocratie indienne», a affirmé l'écrivain Arundhati Roy.

Le SOLIFONDS continue d'exiger la libération immédiate des prisonnier·ère·s politiques : www.fr.solifonds.ch/petition



Employés d'une usine textile dont les salaires n'ont pas été payés en discussion avec une militante syndicale.

Photo : NTUF

Syndicats au Pakistan

Apprendre les lois pour défendre les droits

Avant la pandémie déjà, la grande majorité des personnes actives au Pakistan travaillaient dans le secteur informel et dans des conditions précaires : sans contrat de travail, sur appel, sans protection aucune. Selon une étude, le chômage a augmenté de 34 % durant le confinement imposé l'année passée par le Covid-19, alors que le revenu moyen a diminué de 42 %. À la fin de l'année dernière, trois millions des personnes licenciées n'avaient toujours pas retrouvé d'emploi. De plus, nombre d'entreprises profitent de la situation pour engager du personnel à des conditions encore pires et plus précaires qu'auparavant. Les patrons mettent souvent des travailleur-euse-s à la rue pour des raisons infondées, versent les salaires trop tard, voire pas du tout, et retiennent des primes promises.

Depuis que le Gouvernement pakistanais a supprimé certaines subventions et dévalué la monnaie sous la pression du FMI, le coût de la vie a suivi une hausse vertigineuse (voir encadré). Beaucoup de gens doivent lutter pour survivre. Dans cette situation et malgré le risque du Covid-19, les gens modestes ne

peuvent pas se permettre de rester chez eux, car ils seraient sans revenu. De plus, pour la majeure partie de la population, la vaccination est hors de prix, car le vaccin n'est disponible qu'au marché noir et qu'une seule dose coûte plusieurs mois de salaire.

Avec l'augmentation des conflits du travail, grèves, manifestations et blocages d'usines spontanées tendent depuis quelque temps à se multiplier. Les travailleur-euse-s revendiquent le versement des salaires et des primes qui leur sont dus et luttent contre les licenciements illégaux. Au printemps dernier, des employés de Syngenta et

la fédération syndicale NTUF ont par exemple exigé que la multinationale suisse réintègre 24 ouvriers de longue date et verse leurs salaires. Ces ouvriers avaient été licenciés après avoir exigé un contrat de travail fixe conformément à la loi sur le travail.

Par ailleurs, nombre de travailleur-euse-s connaissent mal leurs droits et ne savent par exemple pas comment exiger leurs indemnités de salaire en cas d'absence pour cause de maladie ou les primes pour travail supplémentaire ni comment négocier des hausses salariales.

Dans nombre de conflits, la NTUF a fourni une assistance juridique, mais la multiplication des cas met ses capacités à rude épreuve. D'où la nécessité de former des syndicalistes capables de dénoncer ces formes d'exploitation au niveau légal. Il s'agit de donner plus de force aux travailleur-euse-s en leur permettant de connaître et de faire valoir leurs droits.

FMI : un programme d'austérité accroît la pauvreté

Au printemps 2019, le Pakistan a obtenu du Fonds monétaire international (FMI) un crédit qui est lié à un programme d'austérité très strict. La dévaluation de la monnaie qui a suivi a provoqué une inflation généralisée, tandis que l'État réduisait drastiquement ses contributions à l'éducation et diverses subventions (pour l'électricité, le gaz et l'alimentation, p. ex.), annulait les hausses salariales pour les fonctionnaires et lançait des privatisations. Le prix de l'électricité devrait augmenter de 36 % encore, avec des conséquences terribles pour la population. Malgré la pauvreté, le remboursement de la dette extérieure reste prioritaire.



Des manifestations de masse ont eu lieu dans tout le pays. Photo : J.I. Muñoz / Colombia Informa

Colombie

Une mobilisation populaire inédite

En Colombie, la population connaît une crise inédite, que la politique du gouvernement d'Iván Duque ne fait qu'exacerber. La pandémie et son lot de mesures ont encore aggravé la pauvreté et les inégalités sociales dans le pays. Par ailleurs, le gouvernement n'a appliqué qu'une petite partie de l'accord de paix. Les personnes à la tête des mouvements sociaux sont menacées, voire assassinées : rien que cette année, entre début janvier et début août, 108 activistes ont été tués, tout comme d'anciens combattant-e-s des FARC et leurs familles.

Depuis fin avril, la population laisse éclater sa colère : d'impressionnantes manifestations de masse s'étendent sur des semaines. Premiers à descendre dans la rue, les mouvements organisés ont été rejoints par nombre d'habitants des quartiers pauvres qui luttent afin de survivre et pour qui la réforme fiscale prévue par le gouvernement Duque faisait l'effet d'une nouvelle claque. Des millions de personnes ont envahi les places et les rues pour exiger la paix et la justice sociales, le droit à l'éducation et l'égalité des chances, mais aussi pour dénoncer les humiliations subies, la pauvreté et la violence. Le gouvernement a réagi par une répression brutale : de nombreux manifestants ont été tués par les forces de l'ordre ou des civils que celles-ci protégeaient ; beaucoup d'autres ont disparu.

Depuis la mi-juin, les manifestations de masse sont en recul. Des rassemblements et des activités culturelles se poursuivent toutefois dans beaucoup de villages et de quartiers. La population débat de stratégies en vue d'imposer des changements et ces débats dépassent les protestations de la rue.

Après les mobilisations, des propositions issues de la base

Groupements de femmes, organisations de paysan-ne-s, communautés autochtones et afro-colombiennes, étudiant-e-s, syndicalistes, représentant-e-s du mouvement LGBTIQ et habitant-e-s des quartiers pauvres se sont réunis en assemblée populaire nationale pour trouver ensemble un moyen de sortir le pays de la crise. Fin juin, les débats se sont poursuivis au cours d'une deuxième assemblée qui a réuni 2500 personnes. L'assemblée a été déclarée processus permanent, qui doit servir à renforcer les mouvements, leur permettre de se coordonner ainsi que de reprendre et de compiler les propositions issues de rencontres locales. Bien que l'assemblée, soutenue par le SOLIFONDS, ait fait l'objet d'obstructions et de menaces, elle poursuivra ses travaux.

Bienvenue Pepo !

Ce printemps, nous avons accueilli Pepo Hofstetter au sein du conseil de fondation. Il y représente désormais Solidar Suisse, l'une de nos organisations fondatrices, où il est membre du comité. Jusqu'à sa retraite, Pepo a dirigé le département Communication et campagnes du syndicat Unia. Auparavant, il a longtemps œuvré comme responsable de la communication chez Alliance Sud et participé à l'organisation de nombreuses délégations suisses à des forums sociaux mondiaux. Nous souhaitons une cordiale bienvenue à Pepo et nous réjouissons de travailler avec lui.

Turquie : solidarité avec le Parti démocratique des peuples (HDP)

Une demande du Ministère public turc vise à faire interdire le Parti démocratique des peuples (HDP), un parti prokurde. En collaboration avec d'autres organisations, le SOLIFONDS a dès lors lancé la campagne « Je suis HDP et solidaire avec le Parti démocratique des peuples ».

Aux dernières élections turques, le HDP a récolté entre 10 et 13 % des voix et est devenu le troisième parti au Parlement turc. Ce faisant, il a empêché l'AKP d'Erdogan de réunir la majorité absolue. Le président turc a alors fait jeter en prison presque tous les parlementaires HDP ainsi que les mairesses et les maires élus de communes kurdes. L'État entend à présent interdire le parti, sous prétexte qu'il ferait partie du PKK. Absurde, ce reproche se fonderait sur les messages que des politiciennes et politiciens connus du HDP ont diffusés sur les réseaux sociaux en 2015 lors du processus de paix, de même que sur les critiques reprochant à la Turquie de soutenir l'EI en Syrie.

À la volonté du Gouvernement turc d'interdire le Parti démocratique des peuples, nous opposons notre solidarité avec ce parti et avec ses membres emprisonnés.

ÉDITION: SOLIFONDS – Fonds de solidarité pour les luttes de libération sociale, Quellenstrasse 25, CH-8005 Zurich
Tél. 044 272 60 37, mail@solifonds.ch, www.solifonds.ch, PC 80-7761-7, IBAN CH52 0900 0000 8000 7761 7
Rédaction: Aurora García, Yvonne Zimmermann. Traduction: Milena Hrdina, Bienne
Impression: printoset, Zurich (imprimé sur papier Refutura : 100 % recyclé, Ange bleu, FSC, bilan CO₂ neutre)